

DIROFIN

Société anonyme

Siège social

L-1940 Luxembourg
370, route de Longwy,
RCS B 159.949

Assemblée générale extraordinaire du 30 décembre 2016

Numéro Me Edouard DELOSCH 4502

Numéro Me Karine REUTER 3236

L'an deux mil seize, le trente décembre.

Pardevant Maître **Edouard DELOSCH**, notaire de résidence à Luxembourg, agissant tant en son nom propre qu'en qualité de remplaçant de son collègue empêché Maître **Karine REUTER**, notaire de résidence à Luxembourg. Le dernier nommé reste dépositaire de la présente minute.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société

DIROFIN

une société anonyme de droit luxembourgeois établie et ayant son siège social à L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy,

inscrite au Registre de Commerce et des Société de Luxembourg sous le numéro B 159.949,

constituée suivant un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire alors de résidence à Luxembourg en date du 21 mars 2011, publié au Mémorial C du 4 mai 2011, numéro 887, page 42.533,

L'assemblée est présidée par Monsieur **Damien BARBOSA**, employé, demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

Le président désigne comme secrétaire, Monsieur **Ben BROUSCHER**, demeurant professionnellement à L-1253 Luxembourg, 7, rue Nicolas Bové.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur **Damien BARBOSA**, employé, demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

I.- Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée générale, les éventuelles procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les éventuelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que l'intégralité du capital social de la Société est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut délibérer et décider valablement sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé du Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social administratif et le siège de direction effectif de la société de Luxembourg à B-1180 Uccle, Chaussée de Waterloo 965, et de faire adopter par la société la nationalité belge, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert ne donne lieu, ni légalement, ni fiscalement, à la constitution d'une personne juridique nouvelle.

En conséquence de ce précède, l'associé unique décide de fixer l'adresse du nouveau siège social à B-1180 Uccle, Chaussée de Waterloo 965.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de transformer la société anonyme en société anonyme de droit belge.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation belge et aux dispositions reprises dans les points précédents et de les arrêter comme suit :

« CHAPITRE UN : CARACTERE DE LA SOCIÉTÉ.

ARTICLE 1. - FORME. - DÉNOMINATION.

La société déclare adopter la forme anonyme.

*Elle est dénommée **DIROFIN***

Cette dénomination sociale doit, dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande, sites internet et autres documents émanant de la société, être précédée ou suivie immédiatement de la mention "société anonyme" ou des initiales "SA"; elle doit, en outre dans ces mêmes documents, être accompagnée de l'indication de son numéro d'entreprise et du siège du Tribunal dans le ressort duquel la société a son siège.

ARTICLE 2. - SIEGE.

Le siège social est établi à Uccle (1180 Bruxelles), chaussée de Waterloo, 965

Le siège peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration si ce changement n'a pas pour conséquence le transfert du siège dans une autre région linguistique de Belgique, le conseil ayant tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte, et, dans tous les autres cas, par décision de l'assemblée générale.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, siège d'exploitations, succursales, dépôts, représentation ou agences en Belgique ou à l'étranger.

ARTICLE 3. - OBJET.

L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la location et la mise en valeur de tous biens immobiliers tant au Grand-Duché de Luxembourg que partout ailleurs à l'étranger.

L'objet de la Société est, également, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger et sous quelque forme que ce soit, toutes activités industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, qui sont directement ou indirectement en relation avec la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés dont l'objet consiste en toutes activités, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et le développement, permanent ou temporaire, du porte-feuille créé dans ce but, pour autant que la société sera considérée comme une société de participations financières.

La Société peut prendre des participations de toutes façons dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou en relation, ou qui peuvent favoriser le développement ou l'extension de ses activités.

En général, la Société peut prendre toutes mesures et mener à bien toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui lui sembleront utiles au développement et à l'extension de ses activités.

ARTICLE 4. - DURÉE.

La société est constituée pour une durée illimitée..

CHAPITRE DEUX : FONDS SOCIAL.

ARTICLE 5. - CAPITAL.

Le capital est fixé à quatre-vingt mille euros (80.000 EUR)

Il est représenté par 800 actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1/800^{ème} de l'avoir social.

ARTICLE 6. – MODIFICATION DU CAPITAL.

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant conformément au Code des Sociétés.

En cas d'augmentation de capital, les nouvelles actions à souscrire en espèces doivent être offertes par préférence aux actionnaires au prorata du nombre de leurs titres. L'exercice du droit de souscription préférentielle est organisé conformément au prescrit légal.

L'assemblée générale peut, dans l'intérêt social, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des statuts et dans le respect

des dispositions légales, limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle.

ARTICLE 7.- APPELS DE FONDS.

Les appels de fonds sont décidés souverainement par le conseil d'administration.

Tout versement appelé s'impute sur l'ensemble des actions dont l'actionnaire est titulaire. Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

L'actionnaire qui, après un préavis d'un mois signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire aux versements, devra bonifier à la société, à dater du jour de l'exigibilité du versement, un intérêt au taux légal en vigueur à cette date.

Le conseil d'administration peut en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts.

Le produit net de la vente s'impute sur ce qui est dû par l'actionnaire défaillant, lequel reste tenu de la différence ou profite éventuellement de l'excédent.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

CHAPITRE TROIS : DES ACTIONS ET DE LEUR TRANSMISSION.

ARTICLE 8. - NATURE DES ACTIONS.

Les actions sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

Les actions peuvent également être dématérialisées.

L'action dématérialisée est représentée par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

ARTICLE 9. - INDIVISIBILITÉ DES TITRES - USUFRUIT.

Les titres sont indivisibles à l'égard de la société.

S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

ARTICLE 10. - OBLIGATIONS - DROITS DE SOUSCRIPTION.

La société peut, en tout temps, créer et émettre des bons ou obligations hypothécaires ou non, ou des droits de souscription par décision du conseil d'administration qui déterminera les conditions d'émission.

Les droits de souscription sont émis en vertu d'une décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

CHAPITRE QUATRE : ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE.

ARTICLE 11. - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Toutefois lorsque la société est constituée par deux fondateurs ou lorsque, à une assemblée générale de la société, il est constaté que celle-ci ne comporte plus que deux actionnaires, le conseil d'administration peut être limité à deux membres. Cette limitation à deux administrateurs pourra subsister jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui suivra la constatation, par toute voie de droit, de l'existence de plus de deux actionnaires.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle doit désigner un représentant permanent, personne physique à l'intervention de laquelle elle exercera ses fonctions d'administrateur. La publication au Moniteur Belge de la désignation de ce représentant permanent se fera conformément aux dispositions légales applicables

A cet égard, les tiers ne pourront exiger la justification des pouvoirs, la simple identification de sa qualité de représentant permanent de la personne morale étant suffisante.

Les administrateurs sont rééligibles.

Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à la réélection.

ARTICLE 12. - VACANCE.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

L'administrateur désigné dans ces conditions est nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

ARTICLE 13. - PRÉSIDENCE.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et un vice-président.

ARTICLE 14. - RÉUNIONS.

Le conseil se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs le demandent, sur convocation et sous la présidence de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou d'un administrateur désigné par ses collègues.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Si tous les administrateurs sont présents ou représentés, il n'y a pas lieu de justifier d'une convocation préalable. La présence d'un administrateur à une réunion couvre l'éventuelle irrégularité de la convocation et emporte dans son chef renonciation à toute plainte à ce sujet.

En cas d'urgence, le conseil d'administration peut prendre des résolutions par voie circulaire. Ces décisions doivent recueillir l'accord de tous les administrateurs dont les signatures seront apposées soit sur un seul document, soit sur des exemplaires multiples de celui-ci. Ces résolutions ont la même validité et la même valeur que si elles avaient été prises lors d'une réunion du conseil régulièrement convoquée et tenue, et portent la date de la dernière signature apposée par les administrateurs sur le document susvisé.

ARTICLE 15. - DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner, par écrit, par télégramme, par e-mail, télécopie ou tout autre moyen de (télé)communication ayant pour support un document imprimé, à un de ses collègues, délégation pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son lieu et place.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix sans tenir compte des abstentions.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante, sauf s'il n'existe que deux administrateurs, en vertu des dispositions de l'article 12.

Dans les cas où un administrateur a un intérêt de nature patrimoniale dans une décision ou dans une opération relevant du conseil d'administration, il y aura lieu de se conformer aux dispositions du Code des Sociétés.

Si, dans une séance du conseil d'administration réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'alinéa qui précède, les résolutions sont valablement prises à la majorité des voix des autres membres présents du conseil.

ARTICLE 16. - PROCÈS-VERBAUX.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres présents.

Ces procès-verbaux sont inscrits ou reliés dans un registre spécial.

Les délégations ainsi que les avis et votes donnés par écrit, télégramme, télex, télécopie ou autres documents imprimés y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux administrateurs.

ARTICLE 17. - POUVOIRS DU CONSEIL.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

ARTICLE 18. - GESTION JOURNALIERE - DÉLÉGATION.

a) Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion :

- soit à un ou plusieurs de ses membres qui portent le titre d'administrateur délégué;*
- soit à un ou plusieurs directeurs qui sont choisis hors ou dans son sein;*

b) Le conseil d'administration et les délégués à la gestion journalière peuvent, dans le cadre de cette gestion, déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

c) Le conseil d'administration peut révoquer en tout temps les personnes mentionnées aux alinéas précédents, à charge d'effectuer les publications légales et pour valoir dès ce moment.

d) Le conseil d'administration détermine les attributions et les rémunérations fixes ou variables imputées sur les frais généraux, des personnes à qui il confère des délégations.

ARTICLE 19. - INDEMNITÉS.

A l'occasion de chaque nomination, l'assemblée décide si, et dans quelle mesure, le mandat d'administrateur sera rémunéré par une indemnité fixe ou variable à charge des frais généraux.

Le conseil d'administration peut accorder aux administrateurs et directeurs, chargés de fonction ou de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

ARTICLE 20. - REPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ.

La société est représentée dans les actes, y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel et en justice :

- soit par deux administrateurs conjointement ou par un administrateur délégué;*

- soit, mais dans les limites de la gestion journalière, par le ou les délégués à cette gestion qui ne seraient pas administrateurs agissant ensemble ou séparément.

Elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats.

ARTICLE 21. - REPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ A L'ÉTRANGER

La société pourra être représentée en pays étranger, soit par un de ses administrateurs, soit un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le conseil d'administration.

Ce délégué sera chargé sous la direction et le contrôle du conseil d'administration de représenter les intérêts de la société auprès des autorités des pays étrangers et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration, dont l'effet doit se produire dans ces pays. Il sera muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société dans ces pays.

ARTICLE 22. - CONTROLE.

Sauf si la société en est légalement dispensée parce que répondant aux critères de l'article 15 du Code des Sociétés, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard des dispositions légales et des présents statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, doit être confié à un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprise.

S'il n'est pas nommé de commissaire, chaque actionnaire a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires, et le fait qu'aucun commissaire n'a été nommé doit être mentionné dans les extraits d'actes et documents à déposer en vertu des dispositions légales en la matière.

CHAPITRE CINQ : ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

ARTICLE 23. - COMPOSITION ET POUVOIRS.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous les actionnaires, même pour les absents ou dissidents.

ARTICLE 24. - RÉUNION. - CONVOCATION. – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PAR ÉCRIT.

L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier mardi du mois de mai, à 15 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant, à la même heure.

L'assemblée générale tant annuelle qu'extraordinaire, se réunit sur la convocation du conseil d'administration ou du ou des commissaires. Elle doit

être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant ensemble le cinquième des actions.

Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires se tiennent au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée générale est convoquée par lettres recommandées, quinze jours francs avant l'assemblée.

Les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être passées par un acte authentique.

ARTICLE 26. - ADMISSION A L'ASSEMBLÉE.

Pour être admis à l'assemblée générale, le conseil d'administration peut exiger que les propriétaires d'actions l'informent, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, par un écrit (lettre ou procuration), de leur intention d'assister à l'assemblée.

Les obligataires peuvent assister à l'assemblée, mais avec voix consultative seulement, s'ils ont effectué les formalités prescrites aux alinéas du présent article.

ARTICLE 27. - REPRÉSENTATION.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs au moins avant l'assemblée générale.

Les copropriétaires et les créanciers et débiteurs gagistes, doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne.

ARTICLE 28. - BUREAU

Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut par un vice-président ou à son défaut par un administrateur délégué, ou à son défaut encore, par le plus âgé des administrateurs.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-avant citées, l'assemblée est présidée par le plus fort actionnaire présent et acceptant ou par le plus âgé de ceux-ci s'il y en a plusieurs de même importance.

Le président désigne le secrétaire.

L'assemblée choisit deux scrutateurs.

ARTICLE 29. - PROROGATION.

Toute assemblée générale, annuelle ou extraordinaire, peut être séance tenante prorogée à trois semaines par le conseil d'administration même s'il ne s'agit pas de statuer sur les comptes annuels.

Cette prorogation annule toute décision prise.

La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour.

Les formalités accomplies pour assister à la première assemblée (dépôt de procurations) sont valables pour la seconde.

ARTICLE 30. - DROIT DE VOTE.

Chaque action donne droit à une voix.

ARTICLE 31. - DÉLIBÉRATION.

Aucune assemblée ne peut délibérer sur des objets ne figurant pas à l'ordre du jour.

Sauf les cas prévus par la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

ARTICLE 32 - PROCES-VERBAUX.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le désirent.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration, un administrateur délégué ou deux administrateurs.

CHAPITRE SIX : EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS

ARTICLE 33. - EXERCICE SOCIAL.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

ARTICLE 34. - RAPPORTS - DÉCHARGE.

L'assemblée annuelle entend le rapport de gestion et le rapport des commissaires et statue sur l'adoption des comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires.

ARTICLE 35. - DISTRIBUTION.

L'excédent favorable tel que celui-ci résulte des comptes annuels établis selon la législation en vigueur en la matière, forme le bénéfice net.

Sur ce bénéfice il est prélevé au moins cinq pour cent pour la réserve légale. Cette obligation prend fin dès que la réserve légale a atteint le dixième du capital social.

Le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale statuant à la majorité des voix sur proposition du conseil d'administration.

ARTICLE 36. - ACOMPTES SUR DIVIDENDES.

Le conseil d'administration pourra, sous sa propre responsabilité, décider le paiement d'acomptes sur dividendes par prélèvement sur le bénéfice de l'exercice en cours et fixer la date de leur paiement, et ce, aux conditions déterminées par les dispositions légales en matière de sociétés.

CHAPITRE SEPT : DISSOLUTION - LIQUIDATION.

ARTICLE 37. - LIQUIDATION.

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs éventuels émoluments.

Le ou les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus conférés par les dispositions légales en matière de sociétés.

ARTICLE 38. - RÉPARTITION.

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré non amorti des actions.

Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre en mettant toutes les actions sur pied d'égalité absolue soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le solde est réparti également entre toutes les actions.

CHAPITRE HUIT : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 39. - ÉLECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, obligataire, administrateur, directeur, liquidateur, domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social où toutes les communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

ARTICLE 40. - DROIT COMMUN.

Toutes dispositions des présents statuts qui seraient contraires aux dispositions impératives du Code des Sociétés seront censées non écrites.

Toutes les dispositions dudit Code non contraires aux présents statuts et qui ne sont pas reprises aux présentes y seront réputées inscrites de plein droit. »

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, gérant, commissaire et liquidateur domicilié à l'étranger élit, par les présentes, domicile au siège social, où toutes les communications, sommations, assignations ou notifications peuvent lui être valablement faites, relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle, sans autre obligation pour la société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'attribuer tous pouvoirs à tout clerc de l'Etude de Notaire de Maître **Karine REUTER** au Luxembourg à l'effet de radier

l'inscription de la société au Grand-Duché de Luxembourg, sur base de la preuve de l'inscription de la société auprès du registre belge compétant.

CONDITION SUSPENSIVE

Le présent transfert de siège est fait sous la condition suspensive de l'inscription de la société auprès des autorités et registres belge compétents.

Preuve en sera rapportée au notaire qui le constatera alors par acte séparé.

FRAIS

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cents euros (1.300.- €).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE.

Passé à Luxembourg.

Les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signés E. DELOSCH, D. BARBOSA, B. BROUSCHER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 janvier 2017

Relation : 2LAC/2017/114

Reçu soixante-quinze euros

75.-

Le receveur : A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 10 janvier 2017